

Esclavage de migrants africains : Après l'indignation, le temps des questions

@rib News, 23/11/2016 - Source Deutsche Welle Esclavage : tant d'émotions ... si tard Le monde continue de s'indigner après les révélations concernant la vente de migrants africains en Libye. Pourtant, l'esclavage n'est pas nouveau dans ce pays. En mai 2015, Amnesty International avait déjà tiré la sonnette d'alarme concernant les conditions de vie épouvantables des migrants en Libye.

En avril dernier, l'Organisation internationale pour les migrations avait, elle aussi, publié un rapport dénonçant l'existence de marchés d'esclaves. Pourtant, à l'époque, rien n'a été fait pour sauver les victimes. Pourquoi le monde s'émue-t-il alors aujourd'hui d'une tragédie qui dure depuis des années ? Écouter l'analyse de Rachid Khechana, directeur du C MEL, le Centre maghrébin d'études sur la Libye. « La mise en esclavage des Africains est-elle plus acceptable en Mauritanie qu'en Libye ? » Le Monde, 21.11.2017 - Par Yann Gwet Environ 13,6 % des esclaves dans le monde se trouvent en Afrique subsaharienne, précise notre chroniqueur. Sans susciter l'indignation. De nombreux Africains ont exprimé leur indignation à la suite d'un reportage de CNN montrant un marché d'esclaves en Libye. Sur Facebook, la bannière numérique « Je dis NON à l'esclavage en Libye » L'homme NOIR n'est pas une marchandise » était incontournable. À l'appel des associations et de personnalités, une foule en colère a défilé dans les rues de Paris samedi 18 novembre. Pour des raisons évidentes, cette colère est justifiée et son expression est salutaire. Mais elle soulève des questions que nous aurions tort d'ignorer. D'après l'Index global sur l'esclavage de 46 millions de personnes, dans 167 pays, étaient en situation d'esclavage moderne (travaux forcés ou marchés) en 2016. Sinistre catégorie L'Afrique subsaharienne n'est pas épargnée. Un rapport conjoint du Bureau international du travail et de la Walk Free Foundation publié en août montre qu'environ 13,6 % des esclaves dans le monde se trouvent dans cette partie du monde. Dans cette sinistre catégorie, les lauriers sont la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la Somalie, le Soudan du Sud, le Soudan et la Mauritanie. Dans ce dernier pays, le cas des militants antiesclavagistes Moussa Biram et Abdallahi Mattalah, en prison depuis novembre 2016, a pourtant été médiatisé sans susciter de levée de boucliers. Pour autant, des pays comme le Nigeria, l'Éthiopie et même l'Afrique du Sud « notamment à travers l'industrie du sexe » sont aussi concernés. La pratique qui prend certes plusieurs formes et impliquent différents types d'acteurs, mais dont le principe reste identique : la marchandisation de l'homme par l'homme. Dès lors, la question se pose de savoir si pour certains entreprendre la mise en esclavage des Africains est plus acceptable au Soudan ou en Centrafrique qu'en Libye. L'esclavage intra-africain aurait-il une forme de légitimité ? Tout aussi préoccupante est notre dépendance collective à l'image. Il y a fort à parier que c'est moins la réalité de l'esclavage des Noirs, qui n'est donc pas nouvelle et est suffisamment documentée, qui a ému les classes moyennes africaines, que son image « le fait de voir cet esclavagisme en action. Tout aussi évident est cet appel quasi unanime à la classe politique africaine pour qu'elle s'insurge contre le scandale libyen. Outre que plusieurs leaders africains seraient bien inspirés de mettre fin à l'esclavage chez eux, n'est-il pas évident que nos dirigeants sont une partie du problème et non sa solution ? Après les révélations des « Panama Papers », celles, plus récentes, des « Paradise Papers » confirment, si besoin est, qu'une grande partie de l'élite africaine est obsédée par le pillage massif des ressources de nos pays. Mais peut-être faut-il une vidéo, courte de préférence, d'un grand média occidental montrant tel ou tel dirigeant africain en train de virer des millions de dollars sur son compte personnel pour nous voir « les classes moyennes africaines » à déferler devant nos palais présidentiels ? Je ne doute pas que beaucoup des indignés du moment savent que nos leaders et la nature des régimes qu'ils incarnent, bien souvent avec l'appui des puissances occidentales, sont la cause du problème. Mais il est plus commode de s'attaquer à la conséquence plutôt qu'à la cause du problème. Car s'attaquer à la racine du mal supposerait deux conditions, dont la première : reconnaître l'ampleur de ce mal. Cette passion de la légèreté En 2017, l'Afrique reste de loin le plus pauvre, celui dont les indices de développement ont progressé le moins vite depuis cinquante ans, celui où les droits humains mènent la vie la plus inhumaine. Le scandale libyen tant d'acrié rêsulte en grande partie de cette indignité. Mais la réalité de l'Afrique intérieure moins les classes moyennes africaines que l'image que celles-ci veulent véhiculer du continent (pas si pauvre, pas si misérable, etc.). Emprisonnées dans le confort d'un afrooptimisme compulsif, elles ignorent cette réalité pour mieux faire valoir leurs intérêts. Il n'y a qu'à prendre place dans les conférences qui pullulent sur le continent, où se succèdent des Africains globalisés et satisfaits d'eux-mêmes qui expliquent que « c'est ici que ça se passe », qu'on « sent bien que les choses bougent », ou encore que « est le continent de l'avenir », pour s'en convaincre. Ensuite, il faudrait, une manière ou d'une autre, s'attaquer au combat politique. Sur ce point, l'histoire est formelle : seule la détermination des hommes et de femmes organisés d'un idéal commun change le monde. Or, à une époque où le « jeune entrepreneur africain », nécessairement « innovant », qui multiplie les applications comme d'autres les brevets de recherche, incarne la figure du héros africain, les choses sont mal engagées. Raymond Aron avait raison : « L'Histoire est tragique. » Nous n'avons pas assez conscience. Elle n'a que faire des bons sentiments et des indignations vertueuses, elle ne récompense pas les belles âmes, elle ne se soucie même pas de justice. Tant que nous ne nous guérirons pas de cette passion de la légèreté qui nous habite, alors l'Histoire nous sera impitoyable. La preuve. Yann Gwet est un essayiste camerounais.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});